

**Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1999/850  
5 août 1999  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 4 AOÛT 1999, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT  
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR  
INTÉRIM DE LA MISSION PERMANENTE DE LA YOUGOSLAVIE  
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, je tiens à protester énergiquement contre la façon dont la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) a établi des contrôles douaniers à quatre points de passage de la frontière entre, d'une part, la République fédérale de Yougoslavie et, d'autre part, la République d'Albanie et la République de Macédoine.

La procédure douanière en République fédérale de Yougoslavie est régie par des lois fédérales applicables sur tout le territoire yougoslave. Le fait de soustraire certaines parties de ce territoire à la juridiction unifiée constitue une violation flagrante des dispositions de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, notamment les paragraphes 10 et 11 et les points 5 et 8 de l'annexe 2, dans lesquels le Conseil réaffirme sans ambiguïté l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie et sa souveraineté sur le Kosovo-Metohija.

Des représentants de la République fédérale de Yougoslavie ont tenu plusieurs réunions avec des représentants de la MINUK et de la KFOR, au cours desquelles ils ont examiné le problème de l'établissement de contrôles douaniers à des points de passage de la frontière entre, d'une part, la République fédérale de Yougoslavie et, d'autre part, la République d'Albanie et la République de Macédoine. Malgré ces réunions, et sans l'accord ni la participation des autorités yougoslaves compétentes, la MINUK a établi un service douanier distinct aux points de passage de la frontière de Djeneral Jankovic, Globocica, Cafa Prusit et Vrbnica, ne tenant ainsi aucun compte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

Tout en portant ces faits à votre attention, je saisis cette occasion pour souligner que la MINUK est tenue de se conformer à la résolution du Conseil de sécurité, d'en appliquer strictement les dispositions et d'harmoniser les contrôles douaniers établis aux points de passage de la frontière susmentionnés avec le droit positif de la République fédérale de Yougoslavie, de façon à respecter pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale de cet État.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Vladislav JOVANOVIĆ

-----